

travail à ceux qui ont faim; s'ils pouvaient entendre la lecture du rapport, présenté récemment par l'échevin Shubert, constatant que la population de Montréal souffre plus au moment actuel qu'elle n'a souffert depuis de nombreuses années; si je pouvais montrer à mes honorables collègues ces hommes valides qui s'organisent par centaines pour aller mendier leur pain de porte en porte, ils se convaincraient immédiatement que le discours du Trône ne décrit pas exactement la situation. Les maires des différentes villes se sont rassemblés d'urgence à Winnipeg pour former une organisation de secours. Tous voient clairement la gravité de la situation. Il n'y a que le ministre du Travail qui, hélas! ne la voit pas. Je le regrette d'autant plus qu'il est celui qui pourrait davantage apporter quelque soulagement.

En écoutant le discours du Trône, je songeais à l'impression qu'il allait créer chez les affamés réduits à l'humiliation d'aller quêmander leur nourriture de porte en porte. Et cette situation n'existe pas qu'à Montréal et dans ma province. Laissez-moi vous citer un entrefilet publié par un journal que, dans les circonstances, on ne peut accuser de parti pris. Voici ce que publie le *Citizen* de cette ville:

Il est inutile de venir ici chercher du travail. Jamais encore, dans l'histoire de notre ville, a-t-on vu, à cette saison, la "Union Mission", refuge des pauvres, regorger de tant d'indigents. Les directeurs de cette institution s'alarment de ce que chaque jour amène un nouveau contingent de personnes qui n'ont plus de foyer et qui manquent de pain et d'argent.

Quelqu'un doute-t-il de la bonne foi de ce journal? Dans tout le Canada, la situation est la même qu'à Montréal et à Ottawa. Que nous apportent les nouvelles de Winnipeg? Que nous apprennent les communications d'Edmonton? Que nous disent les rapports de Vancouver, où des centaines d'hommes n'ont d'autre ressource que d'aller demander leur pain aux autorités municipales? Cette période d'abondance, sans parallèle peut-être dans l'histoire de notre pays, cette prospérité dont nous avons joui pendant quatre ans, nous auraient donc désertés dans l'espace d'une nuit. Comment expliquer cette brusque transition d'une prospérité apparente au marasme et à la misère? C'est la question que je voudrais exposer avec la vigueur nécessaire pour mériter la sollicitude de cette honorable Chambre. Vous avez l'abondance, vous jouissez apparemment d'une grande prospérité, et soudain, tout s'éclipse. C'est que cette prospérité était plus factice que réelle. Quand un homme doit péniblement travailler pour gagner un maigre salaire, il peut difficilement épargner pour les jours plus sombres. Notre population, il est vrai, a beaucoup travaillé, et vous citez des

chiffres prodigieux pour démontrer l'activité qui régnait dans toutes les sphères de l'industrie; mais à la moindre réaction, tout s'efface. Pourquoi? Parce qu'on n'a pas donné au peuple la chance d'amasser une réserve pour la dépression qui suit toujours les jours prospères. Voilà la situation telle que je la vois.

On a allégué qu'elle provient de deux causes, dont je veux parler très brièvement. La première est que nous avons eu une pauvre récolte dans l'Ouest. C'est vrai. Mais d'après l'estimation du ministre du Commerce, la perte de ce chef se chiffre à \$138,000,000, soit moins de sept pour cent de notre production agricole totale et moins de trois et demi pour cent de notre production agricole et industrielle, pendant l'année 1929; et à mon sens, cette perte ne saurait du tout expliquer la transition complète qui s'est opérée dans nos conditions économiques. Quelle autre raison nous donne-t-on? C'est la réaction à la Bourse. Mais chacun sait que les effets de cette réaction ne peuvent toucher qu'une faible partie, soit environ trois pour cent, de notre population. Comment ce chargement à la Bourse aurait-il pu en un jour jeter bas une prospérité solidement assise et la précipiter dans la stagnation des affaires? C'est impossible, et il faut chercher les causes ailleurs.

Ce symptôme est certes bien alarmant, mais il existe chez nous un état de choses encore plus sérieux et qui persiste: c'est l'exode continu et croissant de notre population vers les Etats-Unis. Permettez-moi, honorables collègues, de donner dès maintenant la réplique au Gouvernement, qui prétend justifier cette émigration en affirmant: "Oui, nous avons perdu un grand nombre de citoyens, mais ils reviennent". N'avons-nous pas entendu cette déclaration dans cette Chambre, l'an dernier? Et n'a-t-elle pas été répétée par une partie de la presse du Canada?

J'ai essayé de savoir combien de nos Canadiens revenaient vers leur pays. J'ai écrit au bureau fédéral de la statistique lui demandant de bien vouloir me dire le nombre de nos compatriotes qui nous ont quittés l'an dernier. A mon grand désappointement—et non à ma grande surprise, car ce n'est pas la première fois que la chose arrive—on me pria poliment de m'adresser au bureau de la statistique à Washington. Il est vraiment étrange que notre bureau de statistique, administré par un excellent personnel qui tient un état exact des marchés où nous expédions notre beurre, notre blé, notre jambon, notre lard fumé et tout ce que le Canada industriel ou agricole peut produire, qui suit nos marchandises depuis leur chargement dans nos ports jusqu'au lieu de leur destination, ne fasse aucun effort pour suivre les traces des citoyens que nous perdons.